© Éditions Les Liens qui Libèrent, 2022
ISBN : 979-10-209-1134-6

Mirages et dangers de l'éternel retour

BERTRAND BADIE

Professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris.
Auteur de *Rethinking International Relations*, Elgar Publisher, 2020 ;
Les Puissances mondialisées, Odile Jacob, 2021 ;
Vivre deux cultures. Comment peut-on naître franco-persan, Odile Jacob, 2022

La hantise mémorielle y est-elle pour quelque chose ? Toujours est-il que l'analyse des relations internationales et, plus généralement, celle de l'évolution du monde abondent, en ces temps « postbipolaires », de références à un prétendu retour de tout un ensemble de vieilles pratiques, politiques, économiques, sociales ou culturelles. Retour de la guerre, froide ou chaude, retour de la nation, des frontières, du sacré ou du religieux, du libéralisme d'antan ou des menaces éternelles, crainte d'une « troisième guerre mondiale » : l'histoire ressemblerait à ces disques rayés d'autrefois qui ne cesseraient de nous renvoyer à des réalités déjà éprouvées et figées pour toujours. La recette est scabreuse : en suscitant de fausses ressemblances, elle crée la confusion, simplifie la réalité, occulte cette part d'inédit qui fait justement l'originalité des situations nouvelles. Mais surtout elle engage à l'erreur thérapeutique, donc aux fausses réponses, et conduit directement à l'échec, voire à l'aggravation du mal. En cela se trouvent réunies les propriétés souvent contradictoires du mirage : celles de séduire,

d'effrayer, parfois peut-être de rassurer, mais toujours de tromper son monde. Ce qui est connu et déjà expérimenté peut sembler tour à tour angoissant ou apaisant, mais tranquillise régulièrement l'esprit du décideur qui n'aime ni l'incertitude ni l'inconnu. Mais ce lâche soulagement est-il la meilleure piste de guérison? La paresse intellectuelle peut-elle être la mère des vertus politiques et scientifiques?

Le présent ouvrage s'efforce de répondre à ces questions et de relever le défi lancé par cette ritournelle du retour qui évoque la chanson de Rina Ketty, écrite, triste présage, en 1938! Ce livre s'inscrit dans une continuité: celle qui consiste à saisir la nouvelle grammaire des relations internationales qui n'est plus celle de Metternich, de Bismarck, pas même celle de Woodrow Wilson, de Brejnev ou de Nixon, et donc d'appréhender ce que sont les nouveaux principes d'un monde qui a changé de base, avec notamment la décolonisation, la dépolarisation et surtout la mondialisation. Il apparaît aussi comme un défi, lorsque la tragédie ukrainienne incite nombre d'acteurs et d'observateurs à faire maladroitement bégayer l'histoire: pourtant Kiev 2022 n'a pas été – et ne sera probablement pas – le Prague d'août 1968, tandis que Poutine a déjà révélé une nouvelle impuissance qui interroge; pour sa part, le Sud d'aujourd'hui montre, en cette occasion, qu'il n'est plus le «tiers-monde» d'hier, ce passif «tiers État» auquel il était assimilé jadis! Essayons ici de procéder à rebours, en nous demandant d'où vient cet engouement pour le retour, en comprenant pourquoi il nous met sur de fausses pistes, en devinant enfin quels sont les vrais substituts à cette lecture quelque peu hâtive et peu imaginative des soubresauts du monde d'aujourd'hui. Pourquoi l'histoire ne vend que des allers simples, très rarement des allers et retours…

DU MAUVAIS USAGE DE L'HISTOIRE

La base de toute connaissance est bien sûr d'aller du connu vers l'inconnu, d'interpréter l'événement qui choque ou qui surprend à l'aune de ce que nous connaissons déjà et qui pourrait lui ressembler. Cette tendance, trop facile et donc périlleuse, est étroitement associée, dans le monde occidental, à une très ancienne philosophie de l'histoire qui tend à donner à celle-ci un sens précis, animé, selon les âges et les convictions, par le jeu de la providence ou par celui de la raison humaine. L'histoire serait évolutive, créatrice, voire révolutionnaire, mais en obéissant à une matrice *a priori* connue qui favorise la compréhension, qui parsème l'aventure humaine d'un ensemble de constantes permettant aux acteurs et aux observateurs de se repérer. Paradoxalement, cette posture débouche immanquablement sur une conception passive du changement qui est utilisée soit pour glaner d'apparentes similitudes, soit pour reconstituer des lois d'évolution préétablies. Dans le premier cas, on aboutit à une conception cyclique de la destinée humaine, pratiquée notamment par Samuel Huntington qui plaide pour un conflit répété entre les civilisations[1], ou par Graham Allison qui théorise une succession infinie, mais dramatique des hégémonies jalonnant l'histoire, faisant des relations internationales actuelles la banale résultante de l'ascension programmée de la Chine face au «déclin» américain[2]. Dans le second cas, les lois de l'évolution conduiraient à un résultat plus ou moins connu d'avance, consacrant des dogmes intangibles, comme dans

1. Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997.
2. Graham Allison, *Vers la guerre: La Chine et l'Amérique dans le Piège de Thucydide?*, Odile Jacob, 2019.

la pensée marxiste classique, mais aussi dans celle d'un libéralisme, dont le triomphe marquerait, pour certains, la « fin de l'histoire »[1].

Mais, dans tous les cas, l'histoire est atrophiée, mutilée, simplifiée, dominée par des lignes fixes et des répétitions presque forcées. On essaiera ici de suivre la démarche inverse : interroger l'histoire de façon plus empirique, non pas pour repérer des constantes et des « retours », mais, au contraire, pour mettre en relief les différences, les décalages, les inédits, ce *plus* qui participe à la création de cette « grammaire nouvelle » qui n'est nullement préconçue, mais simplement empiriquement constituée sous le coup des « surprises », des événements imprévus, voire imprévisibles. Notre travail cherche à débusquer le nouveau, sans se précipiter vers des explications trop simples : la « guerre » du Sahel ne ressemble ni à celles qui ont ensanglanté l'Europe du siècle dernier, ni à celles qui, au XIXe siècle, ont mobilisé les colonnes de Gallieni, Archinard ou Gouraud ; moyennant quoi, elles ne s'éteindront ni par une nouvelle bataille de la Marne ni par la simple capture puis l'humiliant exil du rebelle, si ce n'est sa « neutralisation »...

La guerre d'Ukraine se distingue, de même, en de nombreux points, des guerres précédentes : en défiant les vieux rapports de force, en mettant à mal l'une des plus puissantes armées du monde, en doublant cette guerre militaire d'une « guerre sociale » qui illustre la capacité de résilience des sociétés d'aujourd'hui, et surtout en installant le conflit dans un jeu systémique complexe, fait de sanctions, d'exclusions, de pressions économiques et alimentaires, bref

1. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992. En sens contraire, cf. Bertrand Badie, *Quand l'histoire commence*, éditions du CNRS, 2013.

en inventant une forme nouvelle de « guerre mondialisée », où même ceux qui en sont extérieurs sont pleinement touchés. Notre tâche est de décrypter les nouveaux défis en suivant quelques pistes décisives applicables aux situations contemporaines les plus variées : le numérique n'existait pas hier, le climatique n'avait pas la pertinence menaçante qu'il connaît aujourd'hui et le risque sanitaire, au-delà d'apparentes similitudes, ne se construisait pas hier ou avant-hier de la même manière. L'histoire nous apprend, non pas à partir de la représentation que nous en avons *a priori*, mais en fonction de ce qu'elle dérange et bouscule de notre confort intellectuel acquis.

Ce confort mérite qu'on s'y arrête et qu'on en fasse une rapide analyse sociologique. Il s'explique bien sûr par les lois simples de l'éducation et de la socialisation. Depuis des siècles, notre cerveau occidental est habitué, par l'apprentissage passif de l'histoire, par les leçons de droit et par l'instruction civique, à raisonner en termes de nation, de territoire, de frontières, d'État et de batailles gagnées ou perdues. Ces références viennent spontanément à l'esprit des gouvernants et des gouvernés, créant même entre eux un sentiment de consensus spontané, rehaussé par les grands récits épiques nationaux qui sont autant de grilles d'interprétation du présent.

Mais il y a plus : le conservatisme analytique est une vraie stratégie politique qui protège les élites en place, quelles qu'elles soient. Valoriser les similitudes avec le passé rallume les fois civiques et nationalistes qui relancent les soutiens au prince. On use et on abuse, toujours et encore, des images-chocs de présidents ou de rois « revêtant leur uniforme de chef de guerre » pour toucher l'opinion publique : la formule avait été pratiquée avec Nicolas Sarkozy à propos

de la Libye, ou François Hollande avec l'opération Serval, mais elle a été également utilisée par Vladimir Poutine dans le Caucase, en Syrie ou en Crimée, voire par Recep Tayyep Erdogan dans la même Syrie ou en Méditerranée orientale, sans oublier G. W. Bush avec l'Afghanistan et l'Irak, ou Donald Trump ciblant et «exécutant» le général iranien Qâsem Soleimani en Irak en janvier 2020. On retrouve la même rentabilité stratégique dans les armées, les industries d'armement, ce qu'on appelait autrefois le «complexe militaro-industriel». Le réflexe militaire est une leçon apprise de tout temps par les «gladiateurs» occidentaux, mis en scène par Hobbes, et qui dispense d'aller rechercher, au-delà des causes profondes et cachées, celles qui inventent le drame sahélien ou qui sont dans l'épaisseur du drame ukrainien…

Le jeu politique a évidemment besoin de constantes et de répétitions, pour garder sa légitimité et donner l'illusion de son efficacité. Dès que le monde eut à faire face à la crise du Covid-19, les dirigeants en place, de l'Ouest comme de l'Est, des démocraties comme des dictatures, se hâtèrent de rejouer l'air ancien de la compétition entre nations, orchestrant guerres des masques, des tests, des vaccins et surtout des images, se hâtant de fermer les frontières, même si les paramètres nouveaux montraient l'inefficacité de la mesure, de soupçonner les étrangers et de les voir en porteurs privilégiés du virus, tandis que toute une partie de la classe politique soulignait le lien potentiel entre migration et risque d'infection. L'histoire des différences, elle, était occultée.

LES FAUSSES RESSEMBLANCES

Trouver des similitudes est un jeu facile qui emporte aisément la conviction. Or, celles-ci sont doublement

trompeuses et conduisent facilement à des images évoquant, grâce à d'artificielles clartés, de faux retours. On oublie trop souvent que l'histoire renvoie d'abord à un *contexte* qui, par définition, ne cesse de changer. L'évocation du temps de la guerre froide, très en vogue en ce moment, fait ainsi l'économie de très nombreux paramètres qui, depuis, ont totalement bouleversé non seulement les données de base de l'ordre international, mais la signification même des concepts. En premier lieu, la décolonisation a remodelé l'espace mondial: celui-ci était, autrefois, nettement centré sur l'Europe qui était *de facto* le principal champ de bataille du monde, pour irradier progressivement vers le Sud et vers l'Est. Aujourd'hui, le Vieux Continent n'est certainement pas délivré de la guerre, comme en témoigne le conflit ukrainien, mais l'essentiel de la gravité martiale tend à lui échapper. En même temps, les États jadis colonisés ou relégués dans des «périphéries» incertaines sont devenus, par le fait des indépendances et surtout des émergences, des acteurs majeurs du nouveau jeu international, au point que l'idée même d'hégémonie s'en trouve incertaine, illusoire et faiblement opératoire, même abusive. Ils tiennent, à la faveur de la guerre d'Ukraine, un rôle diplomatique qui n'est plus celui du figurant. On oublie que la guerre froide a consacré un temps de forte concentration de la puissance dont l'exceptionnalité est pour le moins remise en cause aujourd'hui.

En deuxième lieu, la mondialisation a créé un processus d'interdépendance réellement inédit. D'abord par l'effet du formidable essor de la communication qui a considérablement rapproché les sociétés les unes des autres et créé, au-delà du vieux principe de territorialité, des phénomènes de mobilité et d'«inter-socialité» inconnus au temps où les

rapports internationaux étaient essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, interétatiques. Les frontières et les territoires ont ainsi mécaniquement perdu de leur pertinence d'origine : les « lignes Maginot », qui avaient déjà fait preuve de leur fragilité, sont de nos jours de moins en moins efficaces, notamment pour parer les cyberattaques dont le danger et la pression modifient totalement les données stratégiques héritées d'hier et de la pensée de Clausewitz. On voit comment cette guerre ukrainienne que d'aucuns se précipitent à tenir pour « classique » est désormais l'otage de cet écheveau d'interdépendances énergétiques ou alimentaires qui feront certainement la décision, beaucoup plus que les armes elles-mêmes.

Ces nouvelles inter-socialités lient de plus en plus étroitement les nations entre elles, là où leur interdépendance économique était pratiquement nulle durant la guerre froide. On ne saurait oublier que le coefficient d'ouverture commerciale – mesurant le rapport entre exportations et Produit intérieur brut (PIB) – était au plus bas dans les années 1950 et 1960. Durant ce que certains appellent la « première mondialisation », à la fin du XIXe siècle, il atteignait péniblement les 12 %, alors qu'il frôle de nos jours les 25 %. En 1948, le commerce mondial représentait environ 60 milliards de dollars, alors qu'il se chiffre présentement à 20 000 milliards ! Parler de « guerre froide » entre Washington et Pékin sans tenir compte de la puissance contemporaine de leurs échanges est pour le moins risqué, tout comme ignorer qu'à l'heure de relations politiques incertaines, le Japon reste le premier fournisseur de la Chine et que celle-ci est le premier partenaire commercial de l'Empire du Soleil Levant ! De même a-t-on oublié trop vite, il y a quelques décennies, ce que signifiait désormais,

[illegible]r les pays occidentaux, le fait de se placer consciem[illegible]nt en dépendance énergétique d'une Russie que par ail[illegible]rs on choisissait de marginaliser politiquement…

[illegible]En troisième lieu, la disparition de l'URSS n'a pas été [illegible] simple amendement apporté à la « géopolitique » [illegible]alors. Elle a profondément modifié le jeu international [illegible]i n'était plus soumis, à partir de 1989, aux lois de l'équi[illegible]bre de la terreur, par lesquelles seule l'appartenance à un [illegible]amp permettait de s'assurer contre les risques que tout [illegible]dversaire faisait courir à l'autre. « Parapluie », au Nord, et [illegible]« tutelle » au Sud structuraient les rapports internationaux, faisant de l'alliance et du « campisme » les prolongements naturels de toute diplomatie et de toute défense nationale. Le jeu présent est infiniment plus complexe. Si les Occidentaux, à travers leur choix de maintenir l'OTAN au-delà de 1991, demeurent installés dans une stratégie « campiste », les autres acteurs du jeu international déploient désormais une stratégie beaucoup plus complexe qui inévitablement rétroagit sur le modèle occidental et transforme, voire paralyse, sa diplomatie. Russie et Chine, de même que la plupart des émergents les plus dotés, optent pour une « diplomatie attrape-tout », substituant la connivence à l'alliance, afin de monter des « coups » immédiatement profitables. Ce qui conduit, par exemple, Pékin à développer ses relations avec l'Iran, voire l'Afghanistan des talibans, aussi bien qu'avec les pays du Golfe ou d'Amérique du Sud, sans parler de l'Afrique. Moscou se rapproche de la Turquie qu'il combat par ailleurs, mais aussi de l'Arabie saoudite et d'Israël, ses ennemis déclarés de l'époque soviétique. On n'est pas suffisamment attentif à cette forte fluidification des rapports internationaux qui non seulement ruine l'idée de camp, mais fragilise

fortement celle d'alliance pérenne et fait entrer dans un autre monde.

Cette tendance coupable à sous-estimer le poids du contexte conduit à un autre résultat tout aussi périlleux: négliger les nouveaux jeux d'acteur ou faire comme s'ils étaient immuables. Cette mondialisation, si rapide qu'on ne sait pas la prendre en compte autrement que de manière rhétorique et polémique, a profondément modifié les stratégies des acteurs partenaires sans que le politique n'en tire toutes les conséquences qui s'imposent. Les États et leurs gouvernements, crispés sur une conception nationale et politico-militaire de la sécurité, ont tendance à marginaliser les données nouvelles d'une sécurité qui est devenue plus globale que nationale. Ils ne conçoivent pas que l'essentiel des menaces létales est désormais d'origine systémique, beaucoup plus que lié à la malveillance stratégique d'un ennemi, voisin proche ou moins proche. Alors que les conflits interétatiques ont fortement régressé depuis 1945, la plupart des guerres sont aujourd'hui de nature intraétatique et d'extraction sociale.

Comme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) l'a clairement établi dès 1994, les peurs fondamentales qui s'abattent sur l'humanité sont dues à des insécurités humaines de nature alimentaire, climatique ou sanitaire, notamment. Non seulement ces nouveaux enjeux ne peuvent pas être traités selon les vieilles méthodes dérivant du compromis entre intérêts nationaux, mais ils laissent apparaître un modèle nouveau dépassant le paradigme classique du jeu à somme nulle, stipulant que les gains des uns font les pertes des autres: la grammaire nouvelle qui s'impose désormais prescrit que les gains réalisés ne sont pleinement assurés que s'ils contribuent

même temps à ceux des autres. Idée qu'on a du mal à poser en ces temps de vaccinations indispensables et gentes qui n'ont précisément leur efficacité que si elles se nt universelles. Idée qui oriente aussi vers des formes prondément renouvelées de gouvernance mondiale et régiole qui ne se limiteront certainement pas à un rapiéçage u multilatéralisme issu de la Charte de San Francisco ni à n rafistolage de la vieille architecture européenne comme de n'importe quelle autre construction régionale: là encore l'espoir d'un simple retour n'est qu'illusion...

Du même coup, la territorialité change de sens: elle perd de son absolu, en même temps que les frontières perdent une partie de leur sens et de leur efficacité. C'est donc imprudemment qu'on parle de retour des frontières et des nations, ces dernières subissant une double et profonde mutation: en abandonnant l'essentiel de leur vertu émancipatrice (à quelques exceptions près, tenant à une décolonisation inachevée, comme dans les cas palestinien, kurde, sahraoui ou kanak, par exemple) pour gagner une signification protectrice et de repli, et en se dissociant de l'idée de territoire et de sol pour se parer d'une signification essentiellement identitaire, souvent soulignée de repères religieux ou raciaux qui compensent cet affaiblissement du politique.

Telle est enfin la troisième conséquence: ce nouveau monde est plus social que politique, son agenda étant de plus en plus dominé par la pression venant des sociétés et des enjeux sociaux globaux. De ce fait, la confiance dans le politique se trouve affectée à tous les niveaux: institutions, gouvernements, partis et idéologies suscitent réserves, défiance et hostilité, jusqu'à générer des colères sociales, plus expressives que revendicatives, qui ne s'apparentent en rien au retour des vieilles pratiques protestataires. Les

Gilets jaunes ne ressemblent pas aux cortèges qui évoluaient jadis de la Bastille à la Nation, et on aurait bien du mal à trouver les vrais ancêtres des printemps arabes, des récents mouvements chiliens, haïtiens ou libanais, comme des mobilisations «antivax», ces derniers s'inspirant d'un mélange inédit de libertarianisme et d'ultra-individualisme, courant encore après d'improbables leaders ou des utopies autres que régressives. Le populisme lui-même prend un sens nouveau qui ne ressemble qu'imparfaitement aux vagues qu'il avait précédemment inspirées.

LES NON-RETOURS

Cette obsession du retour incite à la paresse politique, au défaut d'invention, voire d'imagination. Ces deux dernières ont été, il est vrai, exceptionnelles dans l'histoire, stimulées essentiellement par des moments de grande peur, comme au lendemain des deux conflits mondiaux qui ont marqué le XXe siècle. Pourtant, bien des aspects critiques contemporains ne trouveront leur solution, ou l'amorce de celle-ci, qu'en prenant résolument le contrepied de ce qui fut pratiqué depuis des siècles au plan international. Le «retour de l'État», dans sa facture westphalienne[1], montre sa faillite, tant lorsqu'il s'agit de faire face aux défis globaux que lorsqu'il est question des formes nouvelles de conflictualité. Nul ne parle bien sûr de «disparition» prochaine de l'État, ni d'invention de formes totalement inédites d'autorité politique. Le véritable enjeu est celui d'une adaptation raisonnée de cet État, jadis conçu comme stratège souverain,

1. La paix de Westphalie, fruit des traités éponymes ratifiés en 1648, a mis en place l'ordre étatique européen dont nous sommes les héritiers.

promoteur de l'intérêt national, aux formes de gouvernance régionale et globale capables de traiter les dysfonctions issues de la mondialisation.

La méthode interétatique classique a montré sa faillite au fil des COP (*Conference of the parties*), qui rassemblent périodiquement les États signataires d'engagements en matière de sécurité globale: ces conférences portent le sceau d'un souverainisme érigé en principe absolu. Celle qui se tient annuellement sur le climat ne célèbre que l'inanité du simple retour, les fausses vertus d'une permanence qui dissimule ses échecs derrière trois stratagèmes: l'effet de démonstration rhétorique et médiatique orchestré par d'excellents conseillers en communication, les engagements à échéance suffisamment lointaine pour être dispensés de tout contrôle contraignant comme de toute obligation d'agir dans l'immédiat, le jeu subtil de *bargaining* et de coalition qui laissent à tort penser que le jeu interétatique peut mener la danse. Or, l'essence même du casse-tête se trouve, au contraire, dans l'addition néfaste des intérêts nationaux qui annule mécaniquement l'affichage des grands principes régulateurs... Quand on sera au cœur du drame, dans des situations climatiques immédiatement intenables et directement mortifères, les acteurs dits «souverains» devront alors accepter de se reporter à des normes transnationales édictées en dehors d'eux, au niveau des agences multilatérales, indépendamment des choix nationaux... Cette double réforme, des politiques de sécurité et du multilatéralisme, n'aura alors rien du «retour».

Ce temps de la production normative devient dès lors un aspect majeur du présent agenda international, et donc une source privilégiée de mobilisation. On ne peut, là non plus, miser sur un simple effet de retour, tant sur ses

modalités que sur son contenu. À propos des premières, on assiste à un déplacement des centres de gravité : les propositions nouvelles viennent moins des États pris individuellement que de commissions multiples, colloques, agences onusiennes, ONG de toutes sortes, ou grands ensembles régionaux incarnant ce que d'aucuns appellent, depuis la fin du siècle dernier, la « puissance des idées »[1]. Encore faut-il savoir les écouter, au lieu de se complaire dans la rhétorique répétitive des chancelleries diplomatiques : l'idée de « développement durable », popularisée dès 1987 par la Commission mondiale pour le développement et l'environnement (dite Commission Brundtland), celle de « sécurité humaine », promue par le PNUD en 1994, puis les perspectives ouvertes par les OMD (« Objectifs millénaires pour le développement »), ou les ODD (« Objectifs pour un développement durable ») ne ressemblent en rien à des « resucées », ni dans leur modalité d'invention, ni dans leur contenu. Celui-ci imprime les comportements et façonne les esprits justement quand il rompt avec la récurrence historique.

Ainsi firent Amartya Sen et Mahbub Ul Haqq, en repensant les notions de développement et de sécurité[2]. Évidents prolongements des aphorismes évolutionnistes dans le courant des années 1960 et pour les quelques décennies qui ont suivi, mâtinés aussi de caritatif, ces vieux concepts mutent aujourd'hui, tant auprès des instances onusiennes

1. Ramesh Thakur, Andrew F. Cooper, John English (dir.), *International Commissions and the Power of Ideas*, United Nations University Press, 2005.

2. Amartya Sen, *L'Économie est une science morale*, La Découverte, 2004 ; *Poverty and Famines : An Essay on Entitlements and Deprivation*, Oxford University Press, 1990 ; Mahbub Ul Haq, *Reflections on Human Development*, Oxford University Press, 1996.

des opérateurs ou des ONG qui s'efforcent de les remodeler en introduisant les notions de partenariat, de reconstitution du lien social et d'autodétermination.

Les catégories classiques, qui semblaient à tout jamais consacrées, même sanctifiées, perdent de leur sens immuable et glissent, souvent à bas bruit, vers des réinventions. Celle de la souveraineté faisait figure de clé de voûte et engage encore certains courants à l'intégrisme souverainiste, alors que son sens a éclaté de manière remarquable, tant sous les coups des décolonisations formellement achevées, des pratiques postcoloniales durables, que des interdépendances croissantes entre économies et entre sociétés[1]. Une part essentielle du débat conduit ainsi à distinguer entre des souverainetés classiques qui ont le plus grand mal à subsister, des souverainetés réactives qui conduisent au national-populisme et aux crispations identitaires, et des souverainetés plus ouvertes qui entendent composer de manière profitable avec la mondialisation.

L'idée de nation suit le mouvement dans ce processus de recomposition, mais aussi, et peut-être surtout, l'idée de puissance, qui n'a plus beaucoup de rapports avec ce qu'elle exprimait jadis. Il est hautement périlleux de faire de cet autre concept fétiche l'étalon des relations internationales de demain : les États-Unis, hier encore consacrés « hyper-puissance », ont fait preuve de leur incapacité en Irak, en Afghanistan, en Libye, voire au Sahel, ces deux dernières entités où ils préfèrent ne pas trop se montrer. Tenus en échec par l'Iran, ils ont du mal à définir une parade face à la Chine, sans oublier le Venezuela : on aurait peine

1. Delphine Allès, Bertrand Badie, « Sovereigntism in the International System : From Change to Split », *European Review of International Studies*, 2, 2016.

dans ces conditions, à parler d'un « retour des États-Unis », faisant écho au slogan « *America is back* » qui accompagnait quelque peu naïvement l'élection de Joseph Biden en novembre 2020. Toutes les interrogations présentes tournent au contraire autour du fameux « *reset* » annoncé par le nouveau président lors de sa campagne et qui tarde à s'affirmer. En attendant, l'entrave portée à la classique théorie de l'équilibre de puissance bouscule la grammaire traditionnelle jusqu'à rendre dérisoire la simple formule de « nouvelle guerre froide » !

Les différentes parties du monde ont elles-mêmes du mal à trouver leur place dans ce nouveau jeu. La vision simple, divisant la planète entre un « centre » et une « périphérie », ne fait pas grand sens quand on constate que la terre est… plus ronde que jamais ! On a, un moment, sous-estimé les conséquences de la fin de la bipolarité sur les régions de forte intensité conflictuelle. Le Moyen-Orient était naguère étudié comme le lieu privilégié de parrainages concurrents délivrés par Moscou et Washington. Un sommet des deux « super-grands » devait alors suffire, sinon pour régler les problèmes, du moins pour apaiser les tensions, tandis qu'à présent l'ancien couple n'a que peu de prise sur des événements devenus infiniment plus complexes.

Pire encore, le Grand Frère d'hier est devenu l'obligé d'aujourd'hui, Trump ou Biden suivant Netanyahu ou Bennett davantage qu'ils n'orientent leur politique étrangère. Officiellement puissant, on subit plus qu'on ne dirige : voilà qui ne ressemble pas à un retour vers l'histoire d'hier. En même temps, des espaces d'autonomie se sont imposés, ici comme un peu partout dans le Sud, grâce ou à cause de la complexité croissante du jeu social local, et dont les mouvements islamistes ont en bonne partie profité, renouvelant

fondément le jeu d'acteurs, sans marquer le simple tour » de quiconque… La remarque vaudrait aussi pour frique dont les dimensions violentes et belligènes ont trop vite interprétées à l'aune des conflits d'autrefois ou ceux de la Françafrique traditionnelle, ignorant ainsi les ets tragiques de décomposition sociale et institutionnelle nt souffrent la plupart des pays du continent selon un dit historique.

Au total, on assiste à une réinvention sociale du monde ui défie les vieux schémas plus qu'elle ne les confirme. illusion, certes, demeure, tant les gouvernements jouent, de anière défensive, la carte de la reconduction. Cependant, le font aux dépens de ces dynamiques sociales intenses, ais ignorées ou même niées, et donc non traitées, voire mplement gérées sur un mode inadapté. La question igratoire en est probablement l'illustration la plus parfaite. a mondialisation, la visibilité des uns et des autres, même loignés, l'intensification des désastres sociaux, la facilité des ansports et des communications, les grands déséquilibres ociaux et démographiques, la globalisation des imaginaires, out contribue à accentuer, en pente relativement douce, les ux migratoires et à les rendre de plus en plus irréversibles, usqu'à en faire un paramètre banal du monde de demain. Aucun retour ici, mais un fait irréductiblement nouveau et probablement ineffaçable. La crispation territoriale, l'appétence pour des murs qu'on cherche à ériger comme du temps de Vauban, sont des remèdes empruntés à une époque passée et ont déjà montré leur inefficacité.

Le grand défi à venir est de savoir gérer et positiver ces flux qui prennent une configuration propre, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Apparaissent notamment des débats sur les conditions nouvelles d'intégration qui

donnent un sens inédit à la question des minorités, que ce soit le vieux *melting pot* aux États-Unis ou l'ancienne laïcité en France. Certains seraient tentés, là aussi, de jouer de l'argument du retour, comme en témoigne la relance de la question raciale aux États-Unis où certains courants WASP *(«White anglo-saxon protestants»)* se crispent sur le sentiment angoissé de devenir minoritaires «chez eux», ou comme l'indiquent aussi les dérives «intégristes» de mouvements laïques radicaux en France, à l'instar de «Riposte laïque», de «Résistance républicaine», pour la droite, ou du «Printemps républicain», pour l'ancienne gauche.

La reconstruction de la question migratoire, au-delà de la répression, du repli identitaire et de la stigmatisation conduisant parfois à des formes modernes d'islamophobie, constitue un défi naissant qui ne sera pas relevé par la grammaire simple des méthodes passées. Elle est la marque de ces «puissances mondialisées», capables d'intégrer leurs politiques publiques dans le contexte de la mondialisation. L'Allemagne est un des rares pays qui en donnent aujourd'hui un début d'illustration. Nul doute, cependant, que le but ne sera atteint que lorsque se mettra en place un processus original de gouvernance globale des migrations, ce qui n'est pour le moment ni dans les projets européens ni dans ceux du multilatéralisme onusien…

Au total, l'avenir, même immédiat, de notre monde est l'otage de ce que les acteurs politiques feront de l'histoire: un instrument destiné à se protéger du changement, au risque de s'engager dans des thérapeutiques qui ne feront qu'aggraver le mal, ou un moyen de penser l'irrémédiablement nouveau, libérant le savoir historique de tous les déterminismes préconstruits, avertissant de ce qui bouge et aidant à imaginer ce qu'il y a lieu d'inventer.

Premières leçons (modestes) de l'invasion de l'Ukraine. Une fausse guerre froide

DOMINIQUE VIDAL

Journaliste et historien, spécialiste des questions internationales et notamment du Proche-Orient.
Auteur de *Israël : naissance d'un État*, Bibliothèque de l'Iremmo, 2022 ; *Les Nationalistes à l'assaut de l'Europe* (dir.), L'Harmattan, 2020 ; *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Libertalia, 2018

«Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres»: cette mise en garde d'Antonio Gramsci depuis sa prison paraît écrite, non en 1929, mais aujourd'hui. Car la guerre d'Ukraine esquisse dans l'horreur les grands traits de relations internationales sauvagement transformées. Elle souligne l'extraordinaire confusion d'un chaos mondialisé qu'il nous faut donc aborder avec modestie: le paysage planétaire actuel pose, à vrai dire, autant de questions qu'il apporte de réponses.

La chute du mur de Berlin, en 1989, a sonné le glas de la guerre froide. L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, a dissipé l'illusion d'hyperpuissance des États-Unis. Celle, russe, de l'Ukraine, depuis le 24 février dernier, enterre la vision obsolète d'un monde en noir et blanc où toutes les victimes